

Global Hygiène dans les murs, le terrain pour Euratlantique

Un accord tripartite est noué autour du site industriel avec l'apparition surprise de l'aménageur public autour de la table. Les ex-salariés, qui portaient un projet parallèle, jouent leur va-tout

Daniel Bozec
d.bozec@sudouest.fr

Il reste tenu à un accord de « confidentialité » mais Luc Brami, patron de Global Hygiène, joint par « Sud Ouest », confirme que l'entreprise bourguignonne est bien partie prenante dans la reprise du site industriel de la Papeterie de Bègles. Partie prenante car un nouvel acteur, et pas le moindre, est apparu au tour de table : l'établissement public d'aménagement Euratlantique se porte acquéreur du site, propriété du groupe belge Etex qui a fermé son usine fin mars.

Un « protocole d'accord » a été signé entre Etex et Euratlantique, selon un communiqué, ouvrant la voie « à la concrétisation du projet industriel de Global Hygiène sur une partie du site ». Global Hygiène y investira « 20 millions d'euros », confirme Luc Brami, et produira des produits professionnels hors-foyer de type essuie-mains, draps médicaux, bobines de papier toilette. Mais le patron ne livre pour l'heure aucune échéance : « Ça fait partie de la confidentialité. »

« Mutualiser les projets »

Ainsi utilisera-t-il « une partie du site », auront relevé les observateurs. Sollicités hier, les services d'Euratlantique n'ont pas donné suite. Il n'en faut pas plus pour imaginer la construction de bureaux sur cette emprise de plusieurs hectares, en plein périmètre Euratlantique, mais voilà l'association Avenir Papeterie de Bègles, formée par d'anciens salariés, qui plaide désormais pour la coexistence des deux projets.

De fait écartée par le groupe Etex à l'avant-veille de Noël, l'association, qui ambitionne de convertir nos « vieux papiers » en matériaux d'isolation, tente de revenir par la fenêtre. « On sait qu'on est capable de mutualiser les deux projets. Toutes les installations dont Global Hygiène n'a plus besoin sont celles dont on a besoin, et



Les installations de la Papeterie de Bègles, en septembre 2019. ARCHIVES THIERRY DAVID / « SUD OUEST »

inversement », relève Claude Duthil qui, après avoir rencontré le président de Région Alain Roussel et le maire de Bègles Clément Rossignol Puech, prévoit « de prendre contact très rapidement avec Luc Brami », patron de Global Hygiène.

Contact établi

Une annonce faite hier en fin de matinée, au cours d'une conférence de presse. Et concrétisée dans l'après-midi, confirmait l'intéressé, « totalement transparent », qui n'a « pas d'opposition de principe » mais dit attendre d'en savoir davantage : « Je voudrais connaître leur projet. Comment s'approvisionnent-ils ? Qu'ont-ils à proposer ? À qui vendent-ils ? Comment lèvent-ils des fonds ? »

Le matin même, Bernard Fournié, ex-dirigeant d'entreprise dans l'agroalimentaire, de l'aventure d'Origami depuis le départ, défendait une nouvelle approche qui « permet d'additionner des points gagnants » entre Global Hygiène et Origami, du nom du projet porté par l'association. Outre le nombre d'emplois, il met en avant des considérations techniques, notamment l'alimen-

tation d'une chaudière de régénération qui serait surdimensionnée pour la seule activité de Global Hygiène ou encore un objectif de « décarbonation ».

Au-delà de ces arguments, les représentants d'Avenir Papeterie de Bègles se disent à nouveau convaincus de la « pertinence » d'un projet modelé et remodelé en quelques mois, fondé sur l'économie circulaire et définitivement « dans l'air du temps » : « S'il n'est pas mis en œuvre, le sujet restera sur la table », prévient Claude Duthil. Réelle fenêtre de tir ou baroud d'honneur ? « La bûche de Noël était amère », concède le président, faisant référence à l'annonce de la rupture des négociations par le groupe Etex, à l'avant-veille de Noël.

Amertume

« On en a la certitude, à aucun moment Etex ne voulait vendre à des salariés », poursuit-il. L'association n'aurait pas réussi à se départir d'un déficit de crédibilité. Souvent, il a été reproché à ce projet de ne pas être financé. « Mais il était financé lors de la troisième phase », mi-décembre, défend encore Bernard Fournié, rappelant les

« lettres d'intérêt » du Crédit mutuel du Sud-Ouest et de sa filiale foncière, et se prévalant de l'accompagnement d'un cabinet de conseil en affaires et gestion qui avait établi « trois contacts avec des industriels, papetiers ou autres ».

« On offre une solution, avec nos petits bras. Ou la puissance publique nous regarde, ou, au contraire, elle est source d'impulsion »

Collectivités, État, « à chaque fois se posait la question de la crédibilité du projet Origami. Peut-être que c'est nous qui ne l'étions pas », s'interroge Jean-Jacques Bordes, ex-consultant du cabinet de conseil Secafi, non sans regretter un manque de soutien. « On offre une solution, avec nos petits bras. Ou la puissance publique nous regarde, ou, au contraire, elle est source d'impulsion. Les puissances régionale et métropolitaine ne nous aidaient pas vraiment. Elles étaient attentives, à l'écoute, mais pas motrices. »

« Une robustesse financière et technique »

La moitié des salariés ont retrouvé un emploi, affirme le groupe Etex

Elle avait fermé en mars 2021, trois mois après la suspension de la production. Épilogue du plan de sauvegarde de l'emploi annoncé à l'automne 2020 dans la Papeterie de Bègles, une entreprise quasi-centenaire « déficitaire depuis 2008 » qui n'apparaissait plus « dans le cœur de métier » du groupe Etex, son propriétaire

Sur les 90 salariés que comptait la Papeterie de Bègles, Etex assure dans un communiqué que « plus de 50 % des anciens collaborateurs ont retrouvé un emploi ». Par ailleurs, alors que la Papeterie ne tourne plus depuis un an, le futur ex-proprétaire dit s'être « engagé à nettoyer l'usine, les ateliers et les

Le groupe belge, qui affirme avoir trouvé dans l'offre de Global Hygiène « une robustesse financière et technique » et un « plan d'affaires montrant des débouchés clairs et un avenir sur au moins cinq ans », ajoute que « l'établissement public d'aménagement Euratlantique et Global Hygiène auront toutes les cartes



Une start-up bordelaise dans « Qui veut être mon associé ? » sur M6



ARCHIVES THIERRY DAVID / « SUD OUEST »

TÉLÉVISION La start-up bordelaise Sunday participe une nouvelle fois dans l'émission de M6 « Qui veut être mon associé ? », saison 2 (elle figurait déjà dans la première saison en 2020) pour faire la promotion de son concept de Sunday Box. Une fois branchée sur le poste télévision, explique la fondatrice Nelly Meunier (photo), « la Sunday Box permet aux seniors de recevoir, au quotidien et en toute simplicité, des photos, des vidéos et des messages de ses proches, directement sur son écran TV ». Diffusé hier, le premier épisode est disponible en replay, notamment sur 6play.fr ou via l'application « 6Play » sur smartphones et tablettes.

La qualité de l'air sera mauvaise aujourd'hui



ATMO AQUITAINE

POLLUTION Atmo Nouvelle-Aquitaine, l'observatoire régional de l'air dans la région, prévient que, ce jeudi, la qualité de l'air dans l'agglomération de Bordeaux sera mauvaise. L'organisme agréé par le ministère de la Transition écologique précise que « la dégradation de l'indice dans l'agglomération bordelaise pour ce jeudi est liée aux températures plus froides qui vont entraîner une augmentation des activités de chauffage au bois, émettrices de particules ».

Un salon de l'étudiant et du lycéen ce week-end au Parc des expositions

CURSUS Un salon du lycéen et de l'étudiant titulaire d'un bac +1, +2 et +3 à partir de demain et jusqu'à dimanche, de 9 à 17 heures, dans le hall 1 du Parc des expositions de Bordeaux. Le passe sanitaire et le port du masque seront obligatoires pour les visiteurs à partir de l'âge de 12 ans. Le site est accessible en tramway, le parking du Parc des expos est gratuit. Le site Internet de « L'Étudiant » donne le programme des conférences proposées demain. Plus d'une centaine d'exposants seront présents. La réservation pour